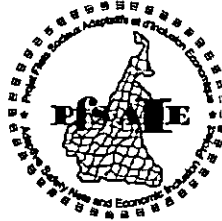


REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTRE DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION
ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

COMITE TECHNIQUE DE SUIVI
DES PROGRAMMES ECONOMIQUES

PROJET FILETS SOCIAUX ADAPTATIFS ET
D'INCLUSION ECONOMIQUE



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF ECONOMY, PLANNING AND
REGIONAL DEVELOPMENT

TECHNICAL FOLLOW UP COMMITTEE
FOR ECONOMIC PROGRAMS

ADAPTIVE SAFETY NETS AND
ECONOMIC INCLUSION PROJECT

**AVIS A SOLLICITATION DES MANIFESTATIONS D'INTERET N°003 /ASMI/
MINEPAT/CTS/PFS-AIE/UGP/2023 DU 10 MAI 2023 POUR LE RECRUTEMENT
D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL CHARGE DE CONDUIRE UN AUDIT
SECURITE DU PROJET FILETS SOCIAUX POUR LE COMPTE DU PROJET
FILETS ADAPTIF ET D'INCLUSION ECONOMIQUE**

Financement : Crédit IDA N°70480-CM

I. CONTEXTE GENERAL

Dans sa Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30) pour la transformation structurelle et le développement inclusif, le Gouvernement s'est engagé à consolider les acquis de la protection sociale et élargir son champ au plus grand nombre de Camerounais, en intégrant progressivement l'ensemble des catégories sociales jusqu'ici en marge du système, à travers la réduction des inégalités sociales, les mesures de protection contre toutes les formes de vulnérabilité, la cohésion et l'inclusion sociales. Pour atteindre ces objectifs, il a articulé ses interventions autour : (i) de la sécurité sociale, (ii) des transferts sociaux et (iii) de l'action sociale.

Dans ce cadre, le Gouvernement a poursuivi la mise en œuvre du Projet Filets Sociaux (PFS) jusqu'en décembre 2022. Le PFS constitue l'un des instruments phares de l'assistance sociale au Cameroun car les filets sociaux accordent des transferts monétaires ciblés aux ménages les plus pauvres. Lancé en 2013 auprès de 2.000 ménages bénéficiaires, le PFS a touché 375 500 ménages en 2022 soit environ 2.000.000 d'individus. Une évaluation du Projet a montré les impacts positifs de grande envergure des transferts monétaires sur les bénéficiaires et dans la communauté. Les filets sociaux ont des effets positifs à court terme et un impact positif à moyen terme sur les bénéficiaires et ils permettent au Gouvernement d'atteindre son objectif de réduction de la pauvreté.

Pour assurer la pérennisation des activités d'un tel Projet, le Gouvernement a mis sur pied, avec l'appui de la Banque mondiale, un nouveau Projet (le Projet Filets Sociaux Adaptatifs et Inclusion Économique (PFS-AIE)) qui a pour objectifs d'étendre la couverture et la capacité de la réponse aux chocs du système de filets sociaux aux ménages les plus vulnérables, d'une part et d'accroître l'accès aux opportunités de générer les revenus et de soutenir l'entrepreneuriat chez les jeunes des zones urbaines âgés de 18 à 35 ans, d'autre part.

Le PFS-AIE permettra ainsi : (i) de poursuivre les appuis aux ménages pauvres tels que cela s'est fait dans les trois programmes du PFS, dans l'ensemble des régions du pays, (ii) d'apporter des appuis aux jeunes travailleurs âgés de 18 à 35 ans, du secteur informel qui sont des « entrepreneurs de subsistance » qui travaillent dans les zones urbaines pour leur propre compte, par manque d'autres opportunités ou de compétences, (iii) d'apporter des appuis aux jeunes entrepreneurs âgés de 18 à 35 ans ayant des projets d'entreprise prometteurs dans des secteurs productifs ciblés et prioritaires pour le gouvernement, (iv) d'apporter un appui au développement du Registre Social Unifié du Cameroun (RESUC) dans l'optique de l'opérationnalisation d'un système d'information sociale soutenant les processus d'identification, d'enregistrement et d'évaluation des besoins et des

conditions de la population pauvre et vulnérable et (v) de promouvoir le paiement électronique des transferts monétaires aux bénéficiaires du PFS-AIE.

Le PFS-AIE comprend 5 composantes à savoir : (i) Composante 1 «Projet filets sociaux adaptatifs », (ii) Composante 2 « Inclusion économique des jeunes et entrepreneuriat », (iii) Composante 3 « Systèmes numériques de prestation réactifs aux chocs », (iv) Composante 4 « Soutien à la gestion et à la coordination du Projet » et (v) Composante 5 « Composante de réponse d'urgence (CERC)».

Le Projet Filets Sociaux sur financement additionnel qui a clôturé ses activités en décembre 2022 était régit par les Politiques de sauvegarde. Le PFS-AIE qui est mis en vigueur depuis novembre 2022 quant à lui sera mis en œuvre en conformité avec les nouvelles Normes Environnementales et Sociales de la Banque mondiale (NES) qui contiennent des exigences spécifiques relatives à l'identification et à l'évaluation des risques et impacts environnementaux et sociaux associés aux projets financés par la Banque mondiale, notamment les NES ci-après :

- NES n° 1 : Évaluation et gestion des risques et effets environnementaux et sociaux ;
- NES n° 2 : Emploi et conditions de travail ;
- NES n° 3 : Utilisation rationnelle des ressources et prévention et gestion de la pollution ;
- NES n° 4 : Santé et sécurité des populations ;
- NES n° 5 : Acquisition de terres, restrictions à l'utilisation de terres et réinstallation involontaire ;
- NES n° 6 : Préservation de la biodiversité ;
- NES n° 7 : Peuples autochtones/Communautés locales traditionnelles d'Afrique subsaharienne historiquement défavorisées ;
- NES n° 8 : Patrimoine culturel ;
- NES n° 10 : Mobilisation des parties prenantes et information.

En dehors de la NES n° 9 : Intermédiaires financiers qui ne s'applique pas au PFS-AIE, toutes les autres normes lui sont applicables. Ce nouveau Projet mettra un accent particulier sur la santé et sécurité des travailleurs entre autres.

D'après un bilan de l'organisation mondiale de la santé (OMS), on recense chaque année dans le monde 120 millions d'accidents du travail dont 200 000 mortels. Après le cancer professionnel et les maladies du système circulatoire, les accidents de travail constituent la troisième cause de mortalité professionnelle. Ils ont un impact d'autant plus important qu'ils frappent parfois des actifs à un âge de grande productivité et qui avaient encore beaucoup d'années de travail devant eux, alors que le cancer professionnel et les maladies du système circulatoire liés au travail ont tendance à survenir relativement tard dans la vie professionnelle, souvent après l'âge de la retraite.

Le PFS a enregistré une cascade d'accidents au dernier semestre 2022, accidents qui ont durement éprouvé le projet et remis sur la table, la problématique de la sécurité au travail dans le cadre du déroulement de ses activités.

Le Gouvernement et la Banque mondiale se sont engagés à améliorer la sécurité au travail de tous les acteurs impliqués dans le cadre des activités du PFS-AIE, notamment par la réalisation d'un audit sécurité au travail qui débouchera vers la mise en place d'un dispositif de prévention des risques d'accidents et de maladies professionnelles.

Le Gouvernement compte utiliser une partie des fonds reçu du financement de la Banque Mondiale pour effectuer les paiements au titre du contrat relatif au recrutement d'un consultant individuel chargé de mettre en place dans le cadre du PFS-AIE, un système de management de la santé et la sécurité au travail, qui contribuera de manière efficace à réduire et à anticiper sur ces risques afin d'accroître la productivité du projet.

II. MISSIONS ET PROFIL

II-1 Objectifs de la consultation

La mission d'audit a pour principal objectif la réalisation d'un diagnostic sécurité au travail du Projet Filets Sociaux en vue d'améliorer le volet sécurité dans la mise en œuvre des activités du futur PFS-AIE. Plus spécifiquement, il s'agit de :

- Procéder à la collecte des données nécessaires à l'établissement d'un état des lieux de la sécurité du PFS décrivant l'ensemble du dispositif mis en place pour la gestion du volet sécurité des personnels et des bénéficiaires du PFS notamment : (i) l'analyse de l'environnement sécuritaire du PFS et la description précise des niveaux de responsabilité confiés aux acteurs qui participent à la réalisation des missions prescrites, (ii) l'examen de la prise en charge des accidentés au travail dans le cadre du projet, (iii) l'examen et l'appréciation de la pertinence du budget alloué à la sécurité dans le projet, (iv) la vérification du respect des procédures de sécurité au travail, (v) l'analyse des circuits de transmissions des informations et des documents administratifs liés aux problèmes de sécurité dans le projet ;
- Vérifier le respect des procédures de sécurité au travail
- Exprimer une opinion professionnelle et indépendante sur le dispositif de sécurité existant au PFS ;
- Evaluer selon la norme ISO 45001 version 2018 et la réglementation en vigueur en matière de sécurité au travail, la conformité du PFS par rapport à sa capacité à procurer les meilleures conditions de travail dans l'optique de la prévention des traumatismes et pathologies liés au Travail de tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre des activités du projet ;
- Faire des propositions en vue de l'amélioration du dispositif de sécurité au travail existant dans le cadre de la mise en œuvre du PFS-AIE ;
- Mettre en place un suivi de sécurité périodique

II-2 Profil du consultant

Le Consultant devra justifier des qualifications et expériences ci-après :

- Disposer d'un diplôme universitaire (bac+4 minimum) ou équivalent en Qualité Santé Sécurité au Travail & Environnement (QSE) ;
- Avoir une expérience professionnelle générale d'au moins 10 ans dont au moins 03 ans dans l'accompagnement et l'assistance technique aux entreprises et autres organisations dans les domaines de la Santé Sécurité au Travail ;
- Avoir une expérience confirmée dans l'accompagnement des entreprises dans la mise en place d'un système de management de la santé et sécurité au travail selon les dispositions de la norme ISO 45001 sera un atout ;
- Avoir une bonne connaissance de la réglementation relative à la sécurité au travail ;
- Faire preuve d'esprit d'analyse et de synthèse et d'une aisance rédactionnelle ;
- Avoir réalisé au moins 3 actions similaires avec des références précises au cours des cinq dernières années sera un atout.

III. MODALITES DE SELECTION DES CONSULTANTS

Le consultant sera sélectionné en accord avec les procédures définies dans le « Règlement de Passation des Marchés pour les emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI), Passation des Marchés dans le cadre de Financement de Projets d'Investissement, Fournitures, Travaux, Services Autres que des Services de Consultants et Services de Consultants, édition de juillet 2016, révisée en novembre 2017, août 2018 et novembre 2020 ».

IV. LIEU DE TRAVAIL

La mission d'audit à réaliser se déroulera à Yaoundé, dans la Région du Centre au siège du PFS, au niveau de 3 agences régionales, de certaines ONG d'encadrement des THIMO et de 03 sites pilotes d'activités sélectionnés parmi les différents sites existants.

V. DUREE DE LA CONSULTATION

La durée maximale de la mission est de quarante-cinq (45) Homme/Jour dans une période de soixante jours à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de démarrage.

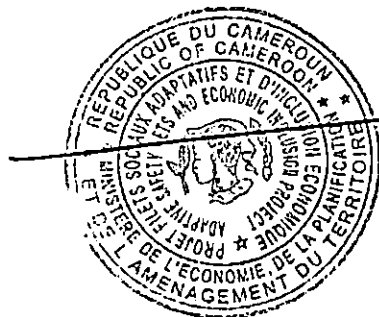
Les consultants intéressés peuvent retirer les Termes de Références tous les jours ouvrables à compter de la date de publication du présent avis entre 8h et 16 heures à l'Unité de Gestion du Projet Filets Sociaux Adaptatifs et d'Inclusion Economique, sis à Yaoundé au quartier Tsinga, Rue 1898, derrière le Palais des Congrès, face Polyclinique du Palais, BP : 5838 Yaoundé-Cameroun, Email : projetfilets sociaux.aie@gmail.com.

VI. COMPOSITION DU DOSSIER

Les dossiers de manifestation d'intérêt comprenant une lettre de motivation, un curriculum vitae détaillé, des copies certifiées des diplômes et photocopies des attestations pour les déclarations figurant dans le CV doivent être déposés en 3 exemplaires (1 original et 02 copies) à l'adresse ci-dessus citée, au plus tard **le vendredi 26 mai 2023 à 12 heures précises** avec la mention :

« AVIS A SOLLICITATION DES MANIFESTATIONS D'INTERET N°003 /ASMI/ MINEPAT/CTS/PFS-AIE/UGP/2023 DU 10 MAI 2023 POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL CHARGE DE CONDUIRE UN AUDIT SECURITE DU PROJET FILETS SOCIAUX POUR LE COMPTE DU PROJET FILETS SOCIAUX ADAPTATIF ET D'INCLUSION ECONOMIQUE»

LE COORDONNATEUR NATIONAL



Njoh Michelin



**NOTICE TO REQUEST EXPRESSIONS OF INTEREST N°003/ASMI/MINEPAT/
CTS/PFS-AIE/UGP/2023 OF MAY 10, 2023 FOR THE RECRUITMENT OF AN
INDIVIDUAL CONSULTANT TO CONDUCT A SECURITY AUDIT OF THE
SAFETY NET PROJECT ON BEHALF OF THE ADAPTIVE SAFETY NETS AND
ECONOMIC INCLUSION PROJECT**

Funding: Credit IDA N°70480-CM

I. GENERAL CONTEXT

In its National Development Strategy 2020-2030 (SND30) for structural transformation and inclusive development, the Government is committed to consolidating the achievements of social protection and expanding its scope to the greatest number of Cameroonians, by gradually integrating the all social categories hitherto on the margins of the system, through the reduction of social inequalities, protective measures against all forms of vulnerability, social cohesion and inclusion. To achieve these objectives, it has articulated its interventions around: (i) social security, (ii) social transfers and (iii) social action.

In this context, the Government has continued the implementation of the Social Safety Nets Project (PFS) until December 2022. The PFS is one of the flagship instruments of social assistance in Cameroon because social safety nets grant targeted monetary transfers to the poorest households. Launched in 2013 with 2,000 beneficiary households, the PFS affected 375,500 households in 2022, i.e. approximately 2,000,000 individuals. An evaluation of the Project showed the far-reaching positive impacts of cash transfers on beneficiaries and in the community. Social safety nets have positive effects in the short term and a positive impact in the medium term on the beneficiaries and they enable the Government to achieve its poverty reduction objective.

To ensure the sustainability of the activities of such a Project, the Government has set up, with the support of the World Bank, a new Project (the Adaptive Social Nets and Economic Inclusion Project (PFS-AIE)) whose objectives are to extend the coverage and capacity of the response to shocks of the social safety net system to the most vulnerable households, on the one hand and to increase access to opportunities to generate income and support entrepreneurship among young people urban areas aged 18 to 35, on the other hand.

The PFS-AIE will thus make it possible to: (i) continue supporting poor households as has been done in the three PFS programs, in all regions of the country, (ii) providing support to young workers aged 18 to 35, from the informal sector who are "subsistence entrepreneurs" who work in urban areas on their own account, for lack of other opportunities or skills, (iii) to provide support to young people entrepreneurs aged 18 to 35 with promising business projects in targeted and priority productive sectors for the government, (iv) to provide support for the development of the Unified Social Register of Cameroon (RESUC) with a view to operationalization of a social information system supporting the processes of identification, registration and assessment of the needs and conditions of the poor and vulnerable population and (v) promote the electronic payment of cash transfers to beneficiaries of the PFS-AIE.

The PFS-AIE comprises 5 components, namely: (i) Component 1 “Adaptive social safety nets project”, (ii) Component 2 “Youth economic inclusion and entrepreneurship”, (iii) Component 3 “Shock-responsive digital delivery systems”, (iv) Component 4 “Support for Project Management and Coordination” and (v) Component 5 “Emergency Response Component (CERC)”.

The Additional Funding Social Safety Nets Project which closed its activities in December 2022 was governed by the Safeguard Policies. The PFS-AIE, which has been in effect since November 2022, will be implemented in accordance with the new World Bank Environmental and Social Standards (ESS) which contain specific requirements relating to the identification and assessment environmental and social risks and impacts associated with World Bank-financed projects, including the following ESSs:

- ESS no. 1: Assessment and management of environmental and social risks and effects;
- ESS no. 2: Employment and working conditions;
- ESS no. 3: Rational use of resources and prevention and management of pollution;
- ESS no. 4: Population health and safety;
- ESS #5: Land Acquisition, Land Use Restrictions and Involuntary Resettlement;
- ESS no. 6: Preservation of biodiversity;
- ESS #7: Indigenous Peoples/Traditional Local Communities of Historically Disadvantaged Sub-Saharan Africa;
- ESS no. 8: Cultural heritage;
- ESS no. 10: Stakeholder mobilization and information.

Apart from ESS no. 9: Financial intermediaries which does not apply to the PFS-AIE, all the other standards are applicable to it. This new Project will place particular emphasis on the health and safety of workers, among other things.

According to a report by the World Health Organization (WHO), there are 120 million work accidents worldwide each year, including 200,000 fatalities. After occupational cancer and diseases of the circulatory system, accidents at work are the third leading cause of occupational mortality. They have an even greater impact in that they sometimes strike workers at an age of high productivity and who still had many years of work ahead of them, whereas occupational cancer and work-related diseases of the circulatory system have tend to occur relatively late in working life, often after retirement age.

The PFS recorded a cascade of accidents in the last half of 2022, accidents that severely tested the project and put the issue of workplace safety back on the table in the course of its activities.

The Government and the World Bank are committed to improving the safety at work of all the actors involved in the activities of the PFS-AIE, in particular by carrying out a safety at work audit which will lead to the establishment of a system for preventing the risk of accidents and occupational diseases.

The Government intends to use part of the funds received from the financing of the World Bank to make payments under the contract relating to the recruitment of an individual consultant in charge of setting up, within the framework of the PFS-AIE, a management system of the health and safety at work, which will contribute effectively to reducing and anticipating these risks in order to increase the productivity of the project.

II. MISSIONS AND PROFILE

II-1 Objectives of the consultation

he main objective of the audit mission is to carry out an occupational safety diagnosis of the Social Nets Project in order to improve the safety component in the implementation of the activities of the future PFS-AIE. More specifically, these are:

- Collect the data needed to draw up an inventory of PFS security describing the entire system put in place to manage the security component of PFS personnel and beneficiaries, in particular: (i) 1 analysis of the security environment of the PFS and the precise description of the levels of responsibility entrusted to the actors who participate in carrying out the prescribed missions, (ii) the examination of the management of accidents at work within the framework of the project, (iii) examination and assessment of the relevance of the budget allocated to safety in the project, (iv) verification of compliance with work safety procedures, (v) analysis of information transmission circuits and administrative documents related to security issues in the project;
- Check compliance with work safety procedures;
- Express a professional and independent opinion on the existing security system at the PFS;
- Assess according to the ISO 45001 version 2018 standard and the regulations in force in terms of occupational safety, the compliance of the PFS in relation to its ability to provide the best working conditions with a view to the prevention of work-related trauma and pathologies all actors involved in the implementation of project activities;
- Make proposals for improving the existing work safety system as part of the implementation of the PFS-AIE;
- Set up periodic security monitoring

II-2 Profile of the consultant

The Consultant must demonstrate the following qualifications and experience:

- Have a university degree (bac+4 minimum) or equivalent in Quality Health Safety at Work & Environment (QSE);
- Have a general professional experience of at least 10 years, including at least 03 years in support and technical assistance to companies and other organizations in the fields of Occupational Health and Safety;
- Having proven experience in supporting companies in setting up an occupational health and safety management system in accordance with the provisions of the ISO 45001 standard will be an asset;
- Have a good knowledge of the regulations relating to safety at work;
- Demonstrate a spirit of analysis and synthesis and editorial fluency;
- Having carried out at least 3 similar actions with specific references over the past five years will be an asset.

III. TERMS OF SELECTION OF CONSULTANTS

The consultant will be selected in accordance with the procedures defined in the "Procurement Regulations for Borrowers requesting the Financing of Investment Projects (FPI), Procurement in the context of the Financing of Investment Projects, Supplies, Works , Non-Consulting Services and Consulting Services, July 2016 edition, revised November 2017, August 2018 and November 2020".

IV. WORKPLACE

The audit mission to be carried out will take place in Yaoundé, in the Center Region at the headquarters of the PFS, at the level of 3 regional agencies, certain NGOs supervising THIMO and 03 pilot sites of activities selected from the various sites existing.

V. DURATION OF CONSULTATION

The maximum duration of the mission is forty-five (45) Man/Day within a period of sixty days from the date of notification of the start-up Service Order.

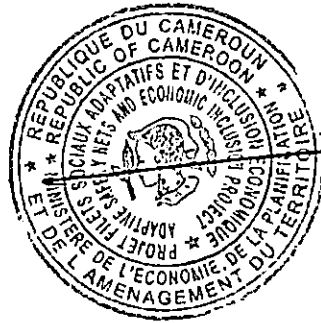
Interested consultants may withdraw the Terms of Reference every working day from the date of publication of this notice between 8 a.m. and 4 p.m. at the Management Unit of the Adaptive Social Nets and Economic Inclusion Project, located in Yaoundé in the district Tsinga, Rue 1898, behind the "Congress Palace", opposite the "Polyclinic du Palais", BP: 5838 Yaoundé-Cameroun, Email:projectfiletssociaux.aie@gmail.com.

VI. COMPOSITION OF THE FILE

Expression of interest files including a letter of motivation, a detailed curriculum vitae, certified copies of diplomas and photocopies of certificates for the statements appearing in the CV must be submitted in 3 copies (1 original and 02 copies) to the address mentioned above, no later than Friday, May 26, 2023 at 12 p.m. sharp with the mention:

“NOTICE TO REQUEST EXPRESSIONS OF INTEREST N°003/ASMI/MINEPAT/CTS/PFS-AIE/UGP/2023 OF MAY 10, 2023 FOR THE RECRUITMENT OF AN INDIVIDUAL CONSULTANT TO CONDUCT A SECURITY AUDIT OF THE SAFETY NET PROJECT ON BEHALF OF THE ADAPTIVE SAFETY NETS AND ECONOMIC INCLUSION PROJECT »

THE NATIONAL COORDINATOR



Njah Michelin